



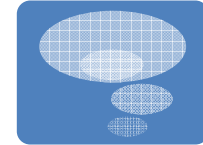
Inspection générale
des affaires sociales

RAPPORT IGAS - PNNS

2016



Inspection générale
des affaires sociales



Évaluation du programme national nutrition santé 2011-2015 et 2016 (PNNS 3) et du plan obésité 2010-2013

→ En date de Juillet 2016, rendu public en Juillet 2017
Pas d'accès à INCA 3 et ESTEBAN

→ Auteurs:

Charles de Batz, Félix Faucon et Dominique Voynet



Inspection générale
des affaires sociales

QUELQUES CHIFFRES MARQUANTS

- Impact économique de l'épidémie d'obésité
 - ½ de la population mondiale en surpoids en 2030 selon OMS
 - comparable à ceux du tabac et des conflits armés

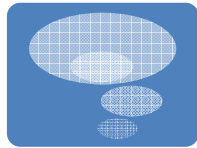
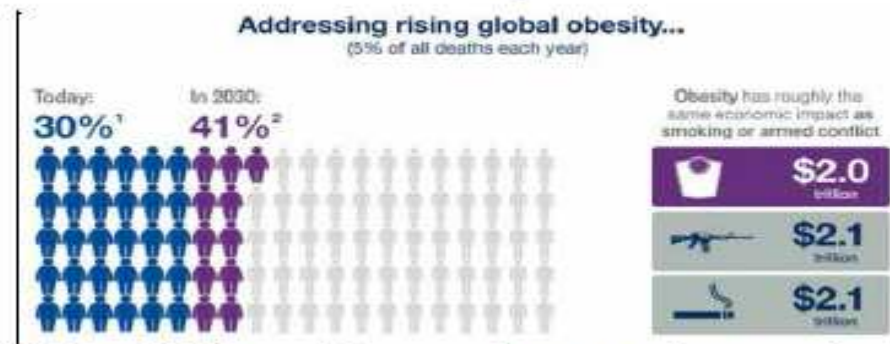


Schéma 1 : Illustration de la progression de l'épidémie d'obésité et de son impact économique



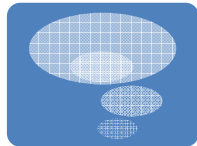
Source : McKinsey Global Institute, "Overcoming obesity : an initial economic analysis", p. 9.



Inspection générale
des affaires sociales

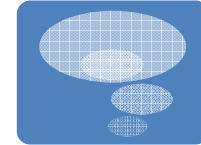
QUELQUES CHIFFRES MARQUANTS

- **Persistance préoccupante des inégalités sociales de santé**
 - Adultes obèses x 3,6 si revenu < 990 €/mois versus > 5300 €/mois
 - Systématiques, socialement construites, injustes mais modifiables
 - Gradient social de santé mais aussi des comportements de santé
 - Particulièrement marqué pour les enfants



En région PACA, 2010 et 2012

Grande section maternelle



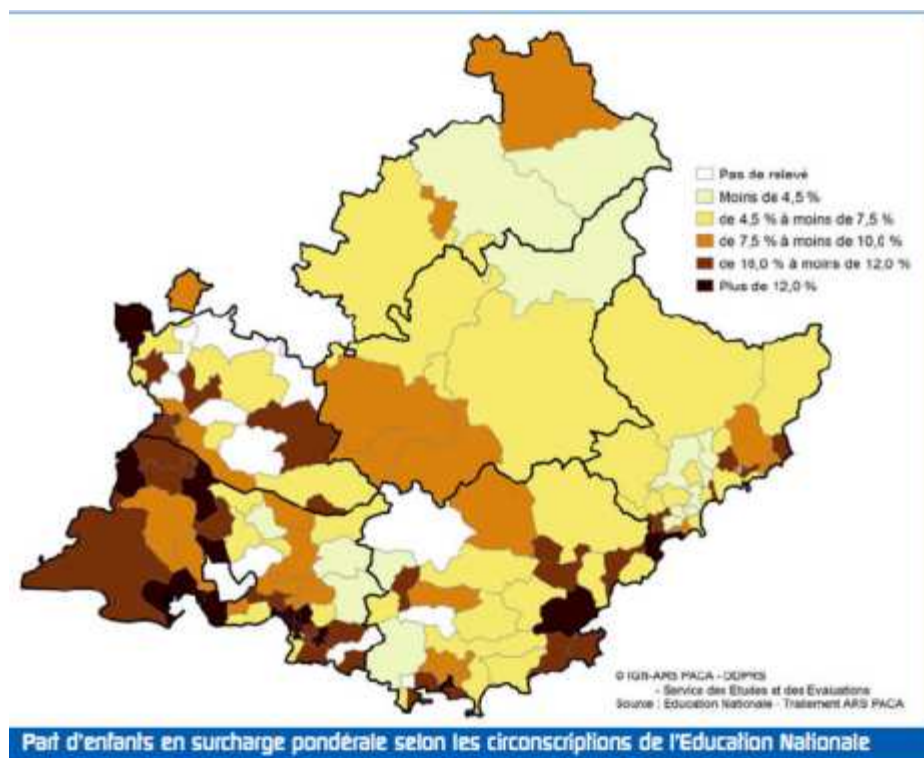
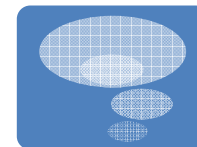
	Insuffisance pondérale	"Normalité"	Surcharge pondérale	dont : surpoids	dont : obésité
<i>Alpes-de-Haute-Provence</i>	9,4 %	83,1 %	7,5 %	4,6 %	2,9 %
<i>Hautes-Alpes</i>	5,3 %	87,6 %	7,1 %	5,3 %	1,9 %
<i>Bouches-du-Rhône</i>	6,0 %	83,5 %	10,5 %	6,9 %	3,6 %
<i>Vaucluse</i>	6,8 %	83,4 %	9,8 %	6,3 %	3,5 %
Académie Aix-Marseille	6,3 %	83,7 %	10,0 %	6,6 %	3,4 %
<i>Alpes-Maritimes</i>	4,9 %	87,9 %	7,2 %	5,2 %	2,0 %
<i>Var</i>	5,2 %	85,6 %	9,2 %	6,1 %	3,1 %
<i>Académie de Nice</i>	5,0 %	86,9 %	8,0 %	5,6 %	2,4 %
PACA	5,7 %	85,2 %	9,1 %	6,1 %	3,0 %

Source : Education Nationale – traitement ARS-PACA

Situation pondérale des enfants selon le département

En région PACA, 2010 et 2012

Grande section maternelle



→ **Quartiers les plus foncés :**
Prévalence entre 12,5%
et 16,5%, voir au delà

Mais réduction des écarts constatés



Tableau 9 : Évolution des écarts constatés entre les enfants scolarisés hors REP et en REP dans l'académie de Lille

	2012/2013		2013/2014		2014/2015	
	Hors REP	REP	Hors REP	REP	Hors REP	REP
Nombre de bilans réalisés	14 614	8 266	14 794	8 806	11 347	7 829
% d'enfants en surpoids	4,8	7,5	4,2	6,6	4,6	6,1
Surpoids REP / hors REP	+ 56 %		+ 57 %		+ 33 %	

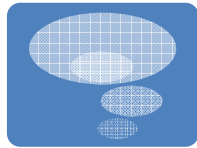
Source : Données des médecins de l'éducation nationale du département du Nord, Brigitte Weens, rectorat de l'académie de Lille.



Inspection générale
des affaires sociales

CONSTATS

→ le PNNS: une démarche avant-gardiste et soulignée comme telle



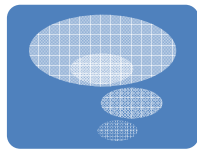
- **Ambition trop importante:** 4 axes, 7 objectifs généraux, 22 sous-objectifs, 21 mesures, 45 actions et 125 sous-actions non priorisées
- **Ambiguïtés:**
 - Approche individuelle ou collective?
 - Grand public ou professionnels ?
- **Prise en compte insuffisante des actions possibles sur l'offre alimentaire**
 - Puissance des lobbies de l'agroalimentaire





Inspection générale
des affaires sociales

CONSTATS



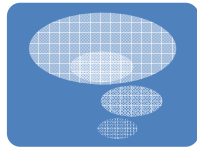
- **Multiplicité des plans gouvernementaux → confusion voire concurrence** (ONAPS sponsorisé par Coca-Cola !)
 - Plan National Alimentation (Agriculture), Plan sport santé bien-être (Sports), Plan Cancer (Santé), Plan Santé-Environnement (Environnement), Eduscol (Education)

- **Localement, gouvernance laissée à l'initiative des ARS et des préfets** (certaines ARS n'ont pas inscrit la déclinaison du PNNS dans leur PRS)
 - Multiples actions parfois sans cohérence d'ensemble
 - Ne concernant qu'un petit nombre de personnes

- **Peu de communication effective envers les publics les plus précaires pourtant cibles prioritaires**
 - Amélioration notée mais moindre que dans population favorisée



Inspection générale
des affaires sociales



CONSTATS

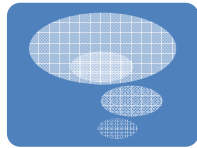
- **Engagement des entreprises du secteur agro-alimentaire trop modeste**
 - Développement ++ du marketing alimentaire
- **Financement modeste essentiellement dédié à la communication nationale** (intérêt du site manger-bouger.fr)
 - Au regard des millions d'euros dépensé par l'agroalimentaire
- **Le plan obésité a constitué une impulsion décisive pour la prise en charge des obésité sévères (→ CSO)**
 - Un travail considérable a été accompli en peu de temps et la plupart des actions ont ou seront réalisés
 - Intérêt du modèle **OBEPEDIA**
 - **MAIS** les actions de prévention et l'accompagnement du surpoids sont restées les parents pauvres du plan



Inspection générale
des affaires sociales

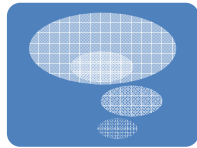
AU TOTAL

- Trop grande dispersion des actions et leur fragilité financière
- Caractère limité des cibles touchées par des initiatives le plus souvent expérimentales, locales ou confidentielles
- Difficulté récurrente d'impacter les populations les plus précaires, pourtant les plus concernées par la malnutrition, la sédentarité et l'obésité
- Usure de la DGS à laquelle il est demandé de jouer un rôle de coordination interministérielle alors qu'elle ne dispose ni du poids ni de l'appui politique nécessaire





Inspection générale
des affaires sociales



PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

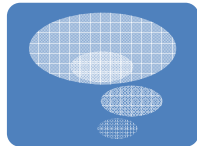
- **Plans distincts pour alimentation et activité physique**
 - Clarté pour le grand public
- **Cohérence nationale avec les autres plans sous un chapeau interministériel**
- **Orientation vers un plan « grand public » de prévention**
 - Changement d'appellation pour rompre avec une image hygiéniste et répressive
- **Priorité à l'action**
 - En se limitant à quelques objectifs essentiels et compréhensibles et des actions basées sur la simplicité et la convivialité
 - ICAPS, PRALIMAP
 - Rôle ++ Education Nationale

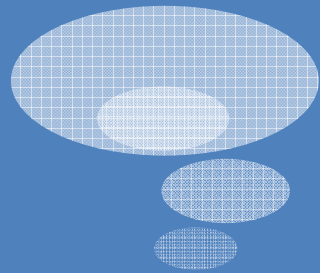


Inspection générale
des affaires sociales

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

- **Priorité à la réduction des inégalités sociales de santé**
 - **Agir sur l'offre**
 - Exemples et recommandations de l'OMS
 - Interdiction de toute forme de publicité envers les enfants
 - **Utiliser le levier fiscal pour financer les actions de prévention → TVA**
 - **Ne pas oublier les DOM TOM**
- **Nécessité d'un soutien politique affirmé**





MERCI POUR VOTRE
ATTENTION